Registre des intérêts – Déclaration

Noms : MOSER **Prénoms** : Jean-Pierre

Groupe/parti : Le Mont Citoyen

a) Activités professionnelles *(fonction et entreprise) :
Responsable des finances, Vice-Présidence Académique, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.

b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune *(conseil d'administration, fondation) :
Aucune.

c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :
Comme déjà mentionné sous a ci-dessus, Responsable des Finances de la Vice-Présidence Académique de l'EPFL qui fait partie du troisième cercle de la Confédération, sinon aucune fonction à signaler.

d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :
Membre du Mont-Citoyen et de son comité.

e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse *(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière) :
Aucune fonction. Membre de Pro Vélo - section Vaud, de l'ATE – section Vaud, des Grands-Parents pour le Climat – groupe Vaud.

f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :
Aucune fonction. Membre de l'association de quartier en Martines et de la société de développement du Mont.

g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune :
Copropriétaire avec mon épouse d'un appartement en PPE à la route des Martines, logement principal

h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :
Pas à ma connaissance

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 30 mars 2023 Signature :

*Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts
Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc…